Entretien de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères, avec France Info le 4 septembre 2013, sur l'usage d'armes chimiques en Syrie.

2013-09-04

Q - Hier François Hollande était en visite dans le Nord, un homme a interpellé le chef de l'État, il lui a demandé de ne pas intervenir en Syrie en disant : «ce n'est pas notre problème». Beaucoup d'auditeurs se posent la même question ce matin. Est-ce à la France doit intervenir en Syrie ?

R - C'est normal de se poser la question, ce n'est pas une décision facile du tout à prendre et, évidemment, chaque décision - intervenir ou ne pas intervenir - a ses inconvénients. Mais si le président de la République a pris la position qu'il a prise, c'est essentiellement pour trois grandes raisons et la réponse à trois grandes questions.

Première question : est-ce que, oui ou non, le régime de Bachar Al-Assad est responsable du massacre chimique du le 21 août dernier ? À cette question la réponse est oui, d'une façon absolument documentée.

Deuxième question : est-ce que cela nous concerne ? La réponse est également oui, parce que c'est une violation d'une convention internationale qui existe depuis 100 ans - après la guerre de 14 - et que, s'il n'y a aucune réaction, cela veut dire que non seulement le régime de Bachar Al-Assad peut continuer, mais que d'autres dictateurs peuvent utiliser des armes de destruction massive, y compris dans la région, y compris, le cas échéant, contre nous-mêmes - vous avez vu les menaces de M. Bachar Al-Assad dans l'interview du Figaro hier.

Troisième question : est-ce que, oui ou non, le fait d'intervenir est contradictoire avec la solution politique ? Non seulement ce n'est pas contradictoire, mais si on veut une solution politique, il faut arriver à faire bouger la situation. S'il n'y a aucune sanction, M. Bachar Al-Assad va se dire : «c'est très bien, je continue comme ça».

Donc, un, il y a eu un massacre et la responsabilité de Bachar. Deux, c'est aussi notre affaire. Trois, cela va favoriser la solution politique.

Q - La politique c'est d'abord en France, vous serez tout à l'heure devant le Sénat, Jean-Marc Ayrault devant les députés. Beaucoup de parlementaires réclamaient un vote qui n'aura pas

lieu aujourd'hui. Est-ce qu'un vote pourrait être organisé plus tard ? Est-ce que vous le souhaitez, Laurent Fabius ?

R - Je mets mes pas dans ceux du président de la République.

Revenons un instant là-dessus. Il y a eu tout un débat, mais qui tend à diminuer. Fallait-il un vote aujourd'hui ? Nous avons dit, depuis le début, que le vote aujourd'hui n'aurait pas beaucoup de sens, parce tous les éléments ne sont pas réunis, notamment on ne sait pas encore si le Congrès des États-Unis va dire oui ou non. Quel sens cela aurait-il de demander aux députés de voter une action qui finalement n'aurait pas lieu ? Je crois donc que, pour ce qui est d'aujourd'hui, plus personne ne demande de vote.

Au moment où le président de la République française aura en main tous les éléments de la décision - et cela demande notamment que le Congrès américain ait voté -, à ce moment-là le président de la République prendra sa décision, selon la forme qu'il souhaitera. Il s'adressera aux Français et, à ce moment-là, il devra trancher la question que vous posez.

Q - Cela reste ouvert ?

R - Oui, cela reste ouvert. Le vote n'est pas exigé par la Constitution. Les gens le comprennent bien, même si tout le monde n'est pas spécialiste de la Constitution, mais c'est une possibilité. Je crois qu'il est très important que le président, hier dans sa conférence de presse, ait dit : «je prendrai ma décision, moi président de la République, ayant tous les éléments en main».

Q - Bachar Al-Assad, vous l'avez dit, menace la France - c'était hier dans Le Figaro. Quel est le risque, aujourd'hui, pour les Français ?

R - D'abord, il menace tout le monde. Cette interview, que vous avez lue comme moi attentivement, est quand même une interview extrêmement choquante. Je ne parle pas du principe, on pourrait en discuter, mais du fait qu'il ne réponde pas à toute une série de questions précises, notamment sur les armes chimiques, mais qu'il menace en disant : «la France est mon ennemie». Il y a des risques de tous ordres : d'abord pour la Syrie elle-même - énormes - et pour les pays voisins, notamment le Liban, auquel nous sommes très attachés, et d'autres pays.

Et puis, vous avez vu que dans son arsenal, M. Bachar Al-Assad possède non seulement des armes chimiques, en proportion incroyable, mais aussi des lanceurs. Aujourd'hui, le lanceur maximal a une portée de 500 kilomètres, mais on peut se procurer, sur le marché international, des lanceurs qui vont plus loin. Il y a donc un risque, pas seulement de la part de Bachar, mais aussi de tous les dictateurs de la terre.

Q - Ma question porte sur les risques pour les intérêts français. Je pense aux ambassades françaises et aux Français qui vivent dans la région. Comment évaluez-vous ces risques aujourd'hui Monsieur le Ministre ?

R - Nous avons pris bien sûr nos dispositions. Il ne faut pas dire que l'on vit dans un monde sans risque.

Q - Où plus précisément ? Au Liban notamment ?

R - Il y a des risques dans l'ensemble de la région. Notre rôle, c'est de prendre toutes les dispositions pour réduire au minimum les risques, mais il est vrai qu'il y a beaucoup de Français dans la région. Simplement, il faut toujours mesurer le risque que comporte l'inaction, et le risque de l'inaction, c'est que M. Bachar Al-Assad continue, augmente même ces exactions, ce qui présenterait pour nous d'énormes risques.

Q - Avez-vous des nouvelles des journalistes français détenus en Syrie, Didier François et Édouard Elias ?

R - Nous pensons tous beaucoup à eux. Les services de l'État sont totalement mobilisés, mais j'ai adopté, sur toutes ces questions d'otages la règle de ne pas en parler publiquement parce que cela les expose.

Q - Aucune nouvelle ce matin ?

R - Je ne vous dis pas cela, je dis que je n'en parle pas publiquement.

Q - Bachar Al-Assad a parlé du «risque régional», il emploie le mot dans l'interview donnée au Figaro. Il compare la région à «un baril de poudre». Finalement il vous reproche de vouloir allumer la mèche ?

R - Quand on a été à l'origine, par son comportement, de 110.000 morts ; quand on a gazé une population, avec une action sans précédent depuis longtemps, et violé une convention internationale signée par 180 pays depuis maintenant 100 ans - la convention date de 1925, cela a été fait après la Première guerre ; quand on est un massacreur de son peuple, je pense qu'on ne peut pas prendre en considération le genre de propos qu'il a tenus.

Q - Mais cette peur d'embrasement existe aussi aux Nations unies. Vous avez les déclarations du secrétaire général de l'ONU qui rappelle le respect du droit international. Êtes-vous prêt à attendre une résolution de l'ONU ?

R - M. Ban Ki-moon, que j'ai souvent au téléphone, ainsi que mes collègues de tous les pays, Chine, Russie, États-Unis, Europe, Iran même, est dans son rôle et il dit aussi que l'on ne peut pas laisser sans réaction une violation du droit international, ce qu'il a appelé lui-même - le mot est fort - «un crime contre l'humanité».

Q - Le sommet du G20 va débuter demain en Russie. Évidemment tous les regards sont tournés vers les Russes, vers l'attitude de la Russie. Encore des déclarations ce matin de Vladimir Poutine, qui d'un côté rappelle qu'il attend des preuves, de véritables preuves de l'usage des armes chimiques, et qui dit en même temps que si ces preuves sont là, la Russie agira résolument.

R - Nous allons discuter de cela. M. le Président Poutine est notre hôte, François Hollande sera là. Normalement le G20 est une enceinte économique, il est donc prévu pour discuter économie, finance, mais évidemment on parlera aussi de la Syrie, soit dans le G20 lui-même, soit dans les couloirs.

Toute une série de rencontres sont prévues : le président de la République avec ses homologues, moi-même avec mes homologues.

Nous discutons bien sûr avec les Russes, parce que c'est un acteur très important dans cette zone du monde. Jusqu'à présent ils ont bloqué à chaque fois qu'un texte concernant la Syrie est venu au Conseil de sécurité, en mettant leur veto. S'il y a une évolution, ce serait extrêmement souhaitable.

Q - Vous la voyez aujourd'hui, Laurent Fabius ?

R - Je la souhaite.

Q - Et du côté des États-Unis, là aussi attente, suspense, la décision attendue du Congrès américain, s'engager ou pas en Syrie. Si les Américains n'y vont pas, la France pourrait-elle former une coalition avec d'autres pays, et je pense à des pays européens ?

R - Non, cela a été dit clairement par le président de la République, nous sommes dans une coalition, que nous essayons d'élargir ; nous comptions sur la Grande-Bretagne, mais pour les raisons parlementaires que vous savez cela n'a pas été possible. Mais les États-Unis sont un élément important, non pas que nous soyons à la remorque des États-Unis, mais, du point de vue militaire, il est nécessaire d'avoir aussi l'appui des États-Unis. Si jamais les États-Unis - ce que je ne prévois pas, mais tout est possible - faisaient défaut, ce type d'action ne serait pas possible et, à ce moment-là, il faudrait reprendre la question syrienne d'une autre façon.

Q - C'est-à-dire ?

R - Nous ne sommes pas dans cette hypothèse aujourd'hui. Ce qui nous paraît évident, c'est que quand un crime de masse, contraire à toutes les lois internationales, a été commis, il faut qu'il y ait une sanction qui, de plus, servira de dissuasion.

Q - La France est-elle isolée aujourd'hui ?

R - Je ne crois pas.

Q - Incertitude du côté des États-Unis, refus du côté des Britanniques.

R - Oui, mais il y a le soutien, pour l'action, de la Ligue arabe, de beaucoup de pays européens, même si eux-mêmes ne sont pas dans l'action militaire. Il y a aussi le soutien des États-Unis...

Q - Ah bon, le soutien des États-Unis, indécis encore ! Le président Obama s'est engagé, le Congrès hésite.

R - La France est un grand pays, mais elle ne peut pas décider non plus à la place des États-Unis.

Q - Il y a un an vous avez déclaré «Bachar Al-Assad doit partir», il est encore là.

R - J'ai ajouté «le plus tôt sera le mieux», et ce qui se passe confirme ce sujet.

Maintenant si vous voulez poser la question : est-ce que les choses se sont passées dans les temps que nous avions prévus ? Il faut reconnaître que la résistance, si je puis dire, de M. Bachar Al-Assad a été plus longue qu'anticipée. Pourquoi ? Parce que les Russes l'ont soutenu, parce que les Iraniens et le Hezbollah sont venus à son secours, et ce sont eux qui, pour une grande part, mènent l'action.

Même si les buts sont restés les mêmes, c'est-à-dire faire la paix en Syrie, garder une Syrie unitaire et lui redonner une base démocratique, nous avons adapté notre action à l'évolution de la situation.

Source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 5 septembre 2013

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/188930-entretien-de-m-laurent-fabius-ministre-des-affaires-etrangeres-avec-f